

# « Toujours autant de de militaires en rue ! »

Jan Jambon espère qu'un jour, tous les militaires rentreront dans leurs casernes

**U**ne semaine après la décision de l'Ocam (Organe de coordination pour l'analyse de la menace) de ramener le niveau de menace de 3 à 2, le ministre de l'Intérieur a fait le point pour nous sur le danger que représentent encore les djihadistes partis en Irak et en Syrie et sur la présence des militaires dans nos rues.

**INTERVIEW**  
**Jan Jambon**  
Ministre de l'Intérieur

↳ **Vous avez été surpris par la décision de l'Ocam de repasser maintenant en niveau 2 ?**

Pas vraiment, car le directeur de l'Ocam, Paul van Tigchelt, avait déjà annoncé que si les fêtes de fin d'année ne connaissent pas de problèmes de cet ordre, il y avait une chance réelle de voir le niveau de la menace baisser.

↳ **Mais cela peut quand même surprendre au moment où l'État islamique (Daesh) s'effondre en Syrie et en Irak**

**et où l'on peut supposer que ses recrues belges et européennes risquent de revenir ?**

Le califat est démantelé depuis plusieurs mois déjà et on n'a pas vu de retour massif de FTF (Foreign Terrorist Fighters, le terme « technique » pour qualifier les djihadistes, NdlR). Ni en Belgique, ni dans les pays voisins. On n'a pas entendu, ces derniers mois, Daesh commander à ses recrues de retourner faire des actions dans les villes et les villages. Mais on reste, bien sûr, vigilants. Les services de sécurité et de renseignement

en tête. Chez nous, comme chez nos voisins. Ce n'était pas une raison pour rester au niveau 3 dont la définition est : un risque d'attaque important et vraisemblable. Ce n'est plus le cas actuellement. Mais tout peut toujours changer rapidement si c'est nécessaire.

↳ **On a déjà retiré des militaires de nos rues depuis la baisse du niveau de la menace ?**

Non ! On a tenu compte de

l'interprétation que pouvaient donner à cette annonce des personnes mal intentionnées. La baisse des effectifs militaires sera graduelle et s'inscrira dans le temps. Je vous rappelle que beaucoup d'endroits resteront au niveau 3. Là, rien ne changera...

↳ **On a évoqué une réduction d'un petit millier de militaires à 200 environ. Juste ?**

200 ? Non. De toute façon, je ne donnerai jamais de chiffres... C'est au gouvernement de décider du nombre et il ne l'a pas encore fait !

↳ **Et à propos des endroits restant en niveau 3 ?**

Je donne toujours l'exemple du quartier juif à Bruxelles ou à Anvers...

↳ **Les gares et le métro également ?**

Je ne vais pas en dire plus. Disons simplement que ce que vous citez, c'est chaud...

↳ **C'est logique aussi ?**

Oui, c'est logique en effet.

↳ **On arrivera un jour à renvoyer tous les militaires dans les casernes ?**

Il n'y avait pas de militaire en

rue avant la menace. J'espère que l'on ne restera pas toujours en niveau 2 et qu'à un moment,

tous les militaires rentreront dans leurs casernes.

↳ **Réduire leur nombre n'a rien à voir avec des économies budgétaires ? Cela a quand même coûté 140 millions en 3 ans ?**

Absolument pas ! Il n'a jamais été question de faire des économies à ce sujet ! La sécurité est la première responsabilité des pouvoirs publics. Cela a coûté cher ? Oui !

↳ **Votre bilan de la présence des militaires en rues depuis plus de deux ans ?**

Très positif. Nous n'avions pas la capacité policière pour répondre à cette situation exceptionnelle... Sauf à détourner les policiers de leurs tâches quotidiennes. On ne pourra, bien sûr, jamais dire ce que les militaires nous ont évité, mais là où ils étaient, on a noté une baisse beaucoup plus forte de la criminalité qu'aux endroits où ils n'étaient pas.

↳ **Environ 290, mais nous pensons, d'après nos informations, qu'il n'y en a que 158 présumés vivants. Il y en a aussi en prison là-bas, même si ce nombre est assez limité...**

↳ **Aucun risque que des terroristes potentiels, même français, allemands ou hollandais, passent sous les radars et se retrouvent chez nous ?**

Le risque zéro n'existe pas. Il y a entre 3 et 4.000 FTF européens, mais la collaboration est telle entre les services des pays européens que nous sommes mis au courant de l'arrestation d'un FTF où qu'elle se passe en Europe. Tous ces gens sont signalés. Je dois dire que la Turquie collabore également très bien. C'est important pour surveiller la frontière avec la Syrie. Nous avons établi un hotspot sur place pour faciliter cette collaboration. Pour l'instant, cela ne concerne que la police fédérale, mais il peut être élargi à la Sûreté de l'État si besoin.

↳ **Combien de FTF sont rentrés chez nous en 2017 ?**

Deux combattants, quatre femmes et huit enfants... Ils ont immédiatement été pris en charge par la justice qui va les poursuivre.

**femmes belges avaient été formées à la manipulation d'explosifs par Daesh...**

Homme ou femme, c'est la même vigilance. Je ne pars pas du principe qu'une femme est moins dangereuse. Beaucoup d'entre elles ont été formées au combat. On est aussi vigilants avec les enfants, surtout ceux qui ont 12, 13 ou 14 ans. On ne les traite pas directement comme des criminels, mais on voit ce qu'ils ont pu faire là-bas, quel est leur état d'esprit. Ça, c'est l'affaire du juge de la jeunesse.

INTERVIEW > DIDIER SWYSEN

**Migrants en séjour illégal****« On ne va pas punir ceux qui hébergent »**

Un autre sujet d'actualité est la présence de transmigrants (des personnes qui ne veulent pas rejoindre le Royaume-Uni et qui se trouvent donc en séjour illégal, Ndlr) au cœur de Bruxelles, mais aussi sur les parkings autoroutiers où les incidents se multiplient ces derniers jours. Lundi soir, un accident a coûté la vie à un migrant, en Flandre. « C'est regrettable. Tout le monde sait que traverser une autoroute est dangereux », a déclaré le ministre de l'Intérieur qui a précisé que la police n'a rien fait de mal

et que cela ne « doit pas nous empêcher de poursuivre nos actions ».

Sur les parkings où ces personnes tentent de monter dans des camions en partance pour le Royaume-Uni; au Parc Maximilien, à Bruxelles, ou dans les gares, les actions de la police continueront. « Il n'y a pas de zone où la police ne pourrait aller », martèle le ministre. « Ces gens ont fait le choix de rester dans l'illégalité, il n'y a donc pas d'avenir pour eux dans notre pays. On leur propose de demander l'asile chez nous, ce qui impliquerait leur prise en charge. La

seule solution avec ceux qui le refusent plusieurs fois, c'est le centre fermé et l'expulsion de Belgique. »

Quel est le message que Jan Jambon réserve aux citoyens qui hébergent ces migrants en séjour illé-

gal? Risquent-ils quelque chose? Surtout avec la loi sur les visites domiciliaires que le gouvernement veut voir votée? « Non, ils ne risquent rien. On ne va pas punir ces gens qui veulent aider des personnes en difficulté. Je comprends ça. Je leur demande simplement de réfléchir à moyen terme. Cela ne mène à rien: il n'y a pas d'avenir

pour les gens en séjour illégal! »

**« PAS LE CHOIX »**

Le ministre sait-il qui a éventé un contrôle prévu il y a une semaine? Des policiers? Certains se poseraient de plus en plus de questions au sujet de ces actions? « L'enquête est en cours. Je ne peux rien dire de plus. Si elle mettait en cause des policiers, ce serait inacceptable (...) Ils n'ont pas le choix: si certains ne veulent pas faire certaines tâches, ils doivent se poser des questions sur leur position dans la police. »

INTERVIEW > D.S.W.

**Le parti est populaire au sud du pays mais ne veut pas affaiblir le MR****Pas de liste N-VA en Wallonie****↳ Vous êtes populaire en Wallonie, comme Francken ou De Wever, qu'est-ce que cela vous inspire ?**

C'est incroyable! Quel contraste avec mes débuts dans ce gouvernement! Je suis un homme de terrain et je visite beaucoup de zones de secours ou de police. Au début, ce n'était pas si agréable. C'était même horrible pour le pauvre bourgmestre qui devait me saluer (rires). Heureusement, cette ambiance a changé aujourd'hui. C'est beaucoup plus agréable et c'est important pour effectuer du bon travail. Je l'ai

toujours dit: je veux être le ministre de l'Intérieur de La Panne à Arlon. Avant, les Wallons entendaient parler de la N-VA

par des partis qui ne sont pas nos amis. Aujourd'hui, ils nous entendent en direct.

**↳ Question en forme de clin d'œil: vous ne songez pas à vous présenter en Wallonie ?**

Me présenter en Wallonie? On ne sait jamais (rires). Non, pas du tout, bien sûr!

**↳ Mais peut-être que la N-VA ferait des voix au sud si elle s'y présentait? Le scénario ne vous a jamais tenté ?**

On ne fera jamais une liste en Wallonie. On ne va quand même pas affaiblir le MR qui reste notre partenaire privilégié. Ce ne serait pas intelligent de notre part...

**↳ Cet engouement des Wallons pour la N-VA, c'est une façon de dire au MR qu'il doit avoir un message plus ferme sur l'immigration ?**

Demandez aux stratèges du

MR!

**↳ Mais vous avez bien une opinion ?**

Je pense qu'il y a une opportunité en Wallonie pour des gens qui épousent la ligne que la N-VA développe en Flandre. Il y a chez les Wallons un grand respect pour notre politique d'asile et de migration.

**↳ Il y a en Wallonie un parti qui soutient la politique de la N-VA...**

... Le Parti populaire...

**↳ Vous n'avez jamais pensé à travailler avec eux ?**

Avec tout le respect que le MR a pour le Parti populaire, le MR a une autre dimension...

**↳ Vous allez jusqu'au bout de ce gouvernement, en 2019, ou cela peut encore casser avant ?**

Si cela ne dépend que de la N-VA, alors, on continue jusqu'au dernier jour. Nous avons tout intérêt à nous montrer un partenaire solide et fiable et pour le Premier ministre, c'est aussi important que l'on aille jusqu'au bout. Nous avons tout intérêt à ne pas affaiblir le MR.

INTERVIEW > D.S.W.